

**Appel d'offres ouvert**

(passé en application des articles, L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR LA REALISATION DU CONCOURS AUX GRANDES ECOLES  
DU VIVANT ORGANISE PAR LE SERVICE DES CONCOURS AGRONOMIQUES ET  
VETERINAIRES (SCAV) D'AGROPARISTECH**

**LOT N° 5 : FOURNITURE, IMPRESSION ET LIVRAISON DE COPIES, DE DOCUMENTS EN  
COULEURS ET D'ENVELOPPES DE SUJET SECURISEES POUR LE CONCOURS AUX  
GRANDES ECOLES DU VIVANT**

**Marché n° 24CP08**

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

# Sommaire

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur) .....	3
Article 2. Objet du marché.....	3
Article 3. Structuration de l'accord-cadre.....	3
3.1 Allotissement .....	3
3.2 Information sur la prestation .....	3
3.3 Forme du marché.....	4
Article 4. Pièces constitutives du marché .....	4
Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre .....	4
Article 6. Date de fin de l'exécution.....	4
Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen .....	5
7.1 Détermination des prix .....	5
7.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	5
7.4 Révision des prix .....	5
7.6 Clause butoir .....	6
7.7 Clause de sauvegarde .....	6
7.8 Clause de réexamen .....	6
7.9 Prestations similaires .....	6
Article 8. Normes.....	6
Article 9. Considération environnementale .....	6
Article 10. Représentation du titulaire .....	7
10.1 Désignation .....	7
10.2 Remplacement .....	7
10.3 Identification du personnel .....	7
10.3 Comportement du personnel .....	7
10.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel.....	7
Article 11. Modalité d'exécution des prestations.....	7
11.1 Livraison .....	7
11.2 Fabrication, impression et livraison.....	8
11.3 Transfert de propriété.....	8
11.4 Obligation de résultat .....	8
Article 12. Vérification et contrôle des prestations.....	8
Article 13. Cautionnement.....	8
Article 14. Suivi administratif du marché.....	8
Article 15. Confidentialité .....	9
Article 16. Exécution financière du marché .....	9
17.1 Avance .....	9
17.1.1 Montant de l'avance .....	9
17.1.2 Versement de l'avance .....	10
17.1.3 Remboursement de l'avance.....	10

17.2 Présentation des factures .....	10
17.3 Règlement des sommes dues .....	11
Article 18. Pénalités.....	11
18.1 Mauvaise qualité d'impression.....	11
Article 19. Circonstances exceptionnelles .....	12
19.1 Force majeure .....	12
19.2 Imprévision .....	12
Article 20. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire .....	12
Article 21. Responsabilités et assurances .....	13
Article 22. Différends entre les parties.....	13
Article 23. Résiliation.....	13
Article 25. Dérogations au CCAG - FCS.....	13

## Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

**L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)**

**Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel**

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau  
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

## Article 2. Objet du marché

L'objet du marché est un accord-cadre multi attributaire et multi service portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires (S.C.A.V) d'AgroParisTech

Les caractéristiques souhaitées pour la prestation en objet du marché sont indiquées dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCTP).

### Lexique :

- Une page A4 correspond à un côté (recto ou verso) d'une feuille A4
- Une feuille A4 correspond donc à deux pages A4 (recto-verso)
- Une copie blanche de concours ou une annexe de sujet (A3) correspond à un feuillet A3 qui comportent 2 feuilles A4 ou 4 pages A4

## Article 3. Structuration de l'accord-cadre

### 3.1 Allotissement

La présente consultation est décomposée comme suit :

Le lot n° 1 : Location de salles pour les épreuves écrites du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant

Le lot n° 2 : Location de salles pour les épreuves orales avec un temps de préparation informatiques du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant

Le lot n° 3 : Location de salles pour les épreuves expérimentales du concours aux grandes Ecoles du Vivant

Le lot n° 4 : Dématérialisation et numérisation des copies du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant

**Le lot n° 5 : Fourniture, impression et livraison de copies, de documents en couleurs et d'enveloppes de sujet sécurisées pour le concours aux grandes Ecoles du Vivant**

### 3.2 Information sur la prestation

Pour rendre l'exécution technique plus facile, voici les informations concernant le lot n°5.

Les copies blanches imprimés noir et blanc :

- La quantité minimale par année est fixée à 5 000 copies
- La quantité maximale par année est fixée à 100 000 copies

Les documents imprimés en couleurs :

- La quantité minimale par année est fixée à 5 000 copies

- La quantité maximale par année est fixée à 100 000 copies
- Brochures imprimées en couleur : 10 exemplaire minimum par an et 100 exemplaire maximum par an.

Les enveloppes de sujet sécurisées :

- La quantité minimale par an est fixée à 100 enveloppes
- La quantité maximale par an est fixée à 1 000 enveloppes

Les caractéristiques souhaitées des prestations sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

### 3.3 Forme du marché

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bon de commandes, en application des articles R.2162-1 à R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique dont le montant maximum total annuel est de 40 000 € H.T.

Sur la durée d'exécution, le montant maximum est de 135 000€ HT.

### Article 4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique, le cadre technique de répons et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

### Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement 2 fois pour une durée de douze (12) mois sans que sa durée ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra informer le titulaire dans un délai de 3 mois au moins avant la fin de l'annuité en cours.

A titre indicatif, la notification est prévue courant décembre 2024.

### Article 6. Date de fin de l'exécution

L'accord-cadre prend fin à l'issue d'une durée de quatre ans soit quarante-huit (48) mois à compter de sa notification.

## Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen

### 7.1 Détermination des prix

Le présent marché est traité à prix mixte.

Des prix forfaitaires pour les prestations suivantes :

- La livraison des copies imprimés en noir et blanc et les documents imprimés en couleurs
- La livraison des enveloppes

Des prix unitaires pour les prestations suivantes :

- Le prix d'une copie imprimée en noir et blanc
- Le prix d'une page de document imprimé en couleurs
- Le prix d'une enveloppe de sujet sécurisée et imprimée

Le prix des prestations est fixé hors TVA. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

### 7.2 Contenu des prix et prix de règlement

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

### 7.4 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé mois « Mo ». Ils sont exprimés en euros HT et à deux décimales.

**Les prix seront fermes pendant la première année d'exécution et pourront faire l'objet d'une révision à la date anniversaire de notification du marché.**

Formule:

$$P_n = P_0 \times (0,75 \times (I_0 / I_n)) + (0,25 \times (P_n / P_0))$$

P : Prix révisé

P<sub>0</sub> : tarif de base indiqué dans le bordereau de prix de l'offre

I<sub>0</sub> : valeur de l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17 et 18 – Papier et carton, Travaux d'impression et de reproduction - l'identifiant **010764043** pertinent en lien avec l'objet du marché du mois M<sub>0</sub>

I<sub>n</sub> : valeur de l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17 et 18 – Papier et carton, Travaux d'impression et de reproduction - l'identifiant **010764043** pertinent au regard de l'objet du marché au moment de la date anniversaire du marché (si la demande a été effectuée par le Titulaire du marché selon les modalités du marché).

Po : valeur de l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton – **l'identifiant 01763802** pertinent en lien avec l'objet du marché du mois M0

Pn : valeur de l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton – **l'identifiant 01763802** pertinent au regard de l'objet du marché au moment de la date anniversaire du marché (si la demande a été effectuée par le Titulaire du marché selon les modalités du marché).

A chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

La demande de révision de prix est à l'initiative du titulaire du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus.

Le titulaire s'engage à fournir le détail de ses nouveaux tarifs au SCAV ainsi qu'à la Direction des Affaires Financière et des Achats d'AgroParisTech.

## **7.6 Clause butoir**

Pour des raisons budgétaires, le présent article prévoit une clause butoir limitant l'écart d'évolution du marché public à 5% consécutivement à la mise en œuvre de la formule de révision.

## **7.7 Clause de sauvegarde**

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarif, dès lors que le plafond de la clause butoir est atteint.

La décision de résiliation due à une telle augmentation des prix sera notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la prise d'effet de cette décision.

## **7.8 Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCAP, l'ajout ou la suppression de fournitures et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

## **7.9 Prestations similaires**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 8. Normes**

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur mais également les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **Article 9. Considération environnementale**

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format

dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

## **Article 10. Représentation du titulaire**

### **10.1 Désignation**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution.

L'interlocuteur est désigné dans l'offre du titulaire.

### **10.2 Remplacement**

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, AgroParisTech de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'un intervenant du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement de l'un interlocuteur.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'AgroParisTech. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement de l'intervenants dans le délai d'une semaine à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **10.3 Identification du personnel**

Chaque membre du personnel du titulaire intervenant dans les locaux d'AgroParisTech doit être identifier en amont.

### **10.3 Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche et de discrétion vis-à-vis des tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

### **10.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel**

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel envers AgroParisTech. Il est tenu de réparer ou indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

## **Article 11. Modalité d'exécution des prestations**

### **11.1 Livraison**

Le titulaire est chargé de la livraison de la prestation à l'adresse suivante :

AgroParisTech  
Service des Concours Agronomiques et Vétérinaires  
22 place de l'agronomie



## **11.2 Fabrication, impression et livraison**

La fabrication, l'impression et la livraison se fait chaque année.

Les délais souhaités pour la prestation du marché sont indiqués dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCTP).

## **11.3 Transfert de propriété**

Le transfert de propriété de toute commande est effectif lors de la livraison des fournitures à l'adresse renseignée dans le bon de commande.

## **11.4 Obligation de résultat**

Le titulaire s'engage à :

- Enregistrer au fur et à mesure les commandes émanant des services d'AgroParisTech
- Respecter les caractéristiques de fabrication et d'impression des copies et enveloppes tel indiqué dans le CCTP
- Respecter les délais d'intervention imposés par le service dont émane la commande.

## **Article 12. Vérification et contrôle des prestations**

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées par les services dont émane la commande. Ils prendront les mesures d'admission, d'ajustement ou de réfaction, conformément à l'article 30 du CCAG - FCS.

## **Article 13. Cautionnement**

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

## **Article 14. Suivi administratif du marché**

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

## **Article 15. Confidentialité**

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

## **Article 16. Exécution financière du marché**

### **17.1 Avance**

#### **17.1.1 Montant de l'avance**

Il est fait l'application des articles R2391-7 et suivants du CCP.

Si elle exprime le souhait dans l'Acte d'Engagement, l'entreprise titulaire peut bénéficier d'une avance de 30% d'une somme égale à douze mois le montant initial toutes taxes comprises du marché (ou lot) divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance, il exprimera son souhait dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté d'une clause de variation de prix.

### 17.1.2 Versement de l'avance

En ce qui concerne son versement, celui-ci doit avoir lieu dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement de l'avance, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Les opérations effectuées par le titulaire d'un marché public qui donneront lieu à un versement d'avances seront constatées par un écrit établi par l'établissement ou vérifié et accepté par lui.

### 17.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par AgroParisTech.

L'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le marché public, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde (articles R. 2191-11, R. 2191-12, R. 2191-14 et R. 2191-19 du Code de la commande publique).

Le Titulaire déduira donc lors de sa facture finale, le montant de l'avance versée par AgroParisTech en le faisant figurer sur cette dernière.

## 17.2 Présentation des factures

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

### 17.3 Règlement des sommes dues

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

### Article 18. Pénalités

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Par dérogations aux articles 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect par le titulaire des dispositions du présent marché. Cependant les pénalités sont plafonnées à 20% maximum de la valeur totale HT du marché. Le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté à AgroParisTech de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### 18.1 Mauvaise qualité d'impression

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG- FCS, si la qualité de l'impression n'est pas satisfaisante (présence de traces d'encre, difficulté à lire le document, ...), le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 10% sur le montant total de la commande concernée.

En cas d'illisibilité des documents ou de non-conformité par rapport au modèle fourni par le service effectuant la commande, le titulaire pourra être contraint de les réimprimer à ses frais. Le délai de cette réimpression est celui fixée par le bon de commande. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de la pénalité forfaitaire de 10%.

### 18.2 Non-conformité aux spécification techniques du marché

Si AgroParisTech constate qu'une des spécifications techniques du marché décrites dans le CCTP n'est pas respectée, une pénalité forfaitaire de 5% par anomalie constatée sur le montant total de la commande concernée pourra être appliquée.

En cas d'anomalie ne permettant pas à AgroParisTech d'utiliser les documents, le titulaire pourra être contraint de réimprimer les documents à ses frais. Le délai de cette réimpression est celui fixée par le bon de

commande. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de la pénalité forfaitaire de 5% par anomalie constatée.

### 18.3 Retard dans la livraison

Dans l'éventualité où le titulaire ne respecterait le délai de livraisons, celui-ci s'expose aux pénalités listées ci-dessous :

		Montant de la pénalité par heure de retard en € H.T.
Retard sur le délai d'exécution	À PARTIR D'UN (1) JOUR DE RETARD	50
	À PARTIR DE QUATRE (4) JOURS DE RETARD	100

## Article 19. Circonstances exceptionnelles

### 19.1 Force majeure

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

### 19.2 Imprévision

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

## Article 20. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En application de l'article 45 du CCAG FCS, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## Article 21. Responsabilités et assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

## Article 22. Différends entre les parties

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

## Article 23. Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

## Article 24. Attestations

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'aucune des personnes occupant dans ses établissements l'une des situations visées à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article.

Le titulaire déclare, qu'à la signature du marché, il dispose de l'ensemble des agréments et habilitations exigés pour l'ensemble des prestations concernées.

## Article 25. Dérogations au CCAG - FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article(s) du CCAP	Article(s) du CCAG - FCS
--------------------	--------------------------

<b>Article 4</b>	<b>Article 4.1</b>
<b>Article 18</b>	<b>Article 14.1</b>